

Art. 3. Le Ministre communautaire de l'Enseignement et de la Formation, de la Culture, de la Jeunesse et de la Recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 4 septembre 1992.

Pour l'Exécutif de la Communauté germanophone :

Le Président,
Ministre communautaire des Finances, de la Santé et de la Famille, du Sport et du Tourisme,
J. MARAITE

Le Ministre communautaire de l'Enseignement et de la Formation,
de la Culture, de la Jeunesse et de la Recherche scientifique,
B. GENTGES

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 92 — 3058

[S-C — 33119]

4 SEPTEMBER 1992. — Besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap genomen in toepassing van artikel 6 van het decreet van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap van 5 juni 1990 tot vaststelling van het aantal lestijden/leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van het type I

De Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap van 5 juni 1990 tot vaststelling van het aantal lestijden/leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van het type I;

Gelet op het protocol nr. S/11/92 + OSUW 7/92 van 29 juni 1992, houdende de conclusies van de onderhandelingen gevoerd in een gemeenschappelijke zitting van het Sectorcomité XIX van de Duitstalige Gemeenschap en het subcomité bepaald in artikel 17, § 2, 3 van het koninklijk besluit van 28 september 1984;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het nieuwe schooljaar 1992-1993 zo vroeg mogelijk wordt georganiseerd;

Op de voordracht van de Gemeenschapsminister van Onderwijs en Vorming, Cultuur, Jeugd en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluit :

Artikel 1. De verhoging van het totaal aantal lestijden/leerkracht in een onderwijsinrichting wordt voor de betrokken scholen in vergelijking met vorig jaar behouden.

Art. 2. In vergelijking met vorig jaar mag de vermindering van het totaal aantal lestijden/leerkracht in een onderwijsinrichting 10 % niet overschrijden.

Art. 3. De Gemeenschapsminister van Onderwijs en Vorming, Cultuur, Jeugd en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 4 september 1992.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap :

De Voorzitter,
Gemeenschapsminister van Financiën, Gezondheid en Gezin, Sport en Toerisme,
J. MARAITE

De Gemeenschapsminister van Onderwijs en Vorming, Cultuur, Jeugd en Wetenschappelijk Onderzoek,
B. GENTGES

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 3059

[C — 27521]

10 SEPTEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
relatif au financement et aux missions de l'Institut scientifique de Service public

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne, notamment ses articles 3 et 6, § 2;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 mai 1991 instaurant l'octroi des chèques-repas pour les membres du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment son article 1^{er}, 12^o;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifiées par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Attendu qu'en vertu de l'article 3 des lois précitées, il s'avère urgent de fixer les règles du financement de cet Institut en vue de l'élaboration des budgets respectivement concernés, notamment afin de déterminer les emplois à pourvoir par incorporation du personnel de l'INIEX transféré à la Région wallonne par l'arrêté royal du 6 juin 1990;

Attendu que dans sa déclaration de politique régionale, l'Exécutif régional wallon entend déterminer pour les pararégionaux les moyens, les objectifs et les délais de leurs activités;

Attendu que, par ailleurs, il souhaite renforcer le contrôle de légalité ou d'opportunité des engagements et disposer d'un rapport périodique d'exécution;

Attendu qu'en conséquence, il convient de fixer les modalités de réalisation des activités,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — De l'utilisation des subventions spécifiques inscrites au budget administratif du Ministère de la Région wallonne

Article 1^{er}. L'Institut scientifique de Service public, ci-après dénommé l'ISSEP établit un programme triennal de ses activités, qu'il soumet à l'avis de la Commission scientifique d'Orientation.

Art. 2. § 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles, sont imputables au budget de la subvention de fonctionnement :

1^o les frais relatifs à l'exécution des anciennes missions de l'INIEX définies à l'article 3, 1, du décret du 7 juin 1990 créant l'ISSEP à concurrence de :

a) 40 % des frais relatifs aux recherches spécifiques qui sont introduites auprès des autorités européennes dans le cadre des programmes CECA et 50 % des frais des projets qui sont introduits dans le cadre notamment des programmes Joule, Fair, Drive;

b) 50 % des frais relatifs à la certification des produits assurant la sécurité et la salubrité dans les mines, carrières et aux activités industrielles ainsi que les frais relatifs à la normalisation réglementaire ou volontaire qui y sont liées;

2^o les frais découlant du statut de l'ISSEP à concurrence de 100 % des frais relatifs à :

a) la structure de l'ISSEP, notamment la Commission scientifique d'Orientation et le Collège des directeurs;

b) la veille technologique relative à la houille, aux autres combustibles et aux nouvelles sources d'énergie et l'échange d'information avec les organismes étrangers concernés;

c) au coût des chèques-repas;

3^o les frais généraux de l'ISSEP non supportés par des tiers et relatifs :

a) à l'assurance qualité et la qualification des personnes selon la norme EN 45000 imposée par la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle ainsi que les laboratoires d'essais;

b) aux frais généraux liés aux bâtiments tels que électricité, eau, fuel, gaz, entretien;

c) aux frais de gestion administrative;

d) aux frais du personnel d'atelier pour la réparation et l'entretien des bâtiments;

4^o les frais de base d'un institut scientifique à concurrence de :

30 % des traitements du personnel scientifique et technique de l'ISSEP correspondant au temps que ce personnel doit consacrer à l'entretien et au développement de ses bases scientifiques et techniques, notamment séminaire, colloque, cours, bibliothèque et pour l'élaboration et la négociation de contrats et frais y relatifs. Sont exclus les traitements du personnel couverts à 100 % par ailleurs.

§ 2. Sont imputables au budget de la subvention d'investissement dans les limites des crédits disponibles :

1^o 100 % des équipements de la structure de direction et de la bibliothèque;

2^o 80 % des équipements des services administratifs et des relations publiques;

3^o 50 % des frais d'investissements relatifs aux contrats de R & D conclus avec les instances européennes ou internationales; 40 % lorsqu'il s'agit de contrats CECA;

4^o 50 % des équipements des bancs d'essai de certification.

CHAPITRE II. — Des activités scientifiques, techniques et de contrôle à réaliser pour l'Exécutif régional wallon

Art. 3. L'Exécutif régional wallon fixe le programme annuel des activités scientifiques, techniques et de contrôle qu'il confie à l'ISSEP.

Il détermine le montant des subventions ou des contrats de services à engager en faveur de l'ISSEP.

Art. 4. Chaque prestation à imputer sur les crédits engagés pour la réalisation du programme prévu à l'article 3 fera l'objet d'un ordre émanant du Ministre ou de son délégué. Cet ordre stipule le coût de la prestation établi selon l'article 5 et les délais prescrits.

Art. 5. Compte tenu des frais pris en charge par la subvention de fonctionnement, l'ISSEP facturera aux services de la Région wallonne pour les activités scientifiques, techniques et de contrôle :

1^o 70 % des coûts salariaux non pris en charge par ailleurs;

2^o les coûts directs de fonctionnement;

3^o les investissements exceptionnels et spécifiques.

Art. 6. Chaque membre de l'Exécutif régional wallon peut attribuer à l'ISSEP des missions complémentaires dont les frais sont financés, à concurrence de 100 %, à charge de son budget propre.

CHAPITRE III. — Des prestations de recherche, de consultance, d'analyse et d'expérimentation pour tiers

Art. 7. En vue de contribuer au développement économique de la Région et de valoriser son potentiel, l'ISSEP effectue des prestations de recherche, de consultance, d'analyse et d'expérimentation technologique à la demande et pour compte d'entreprises, de fédérations industrielles ou professionnelles ou de pouvoirs publics.

Art. 8. Les frais relatifs aux prestations prévues à l'article 7 sont à charge des demandeurs sur base d'un tarif, d'une offre ou d'un devis établi par l'ISSEP.

Art. 9. Les prestations de certification ou d'agrément à caractère réglementaire sont facturées selon les tarifs en vigueur.

Les tarifs visés à l'alinéa précédent peuvent tenir compte des prix généralement pratiqués par les organismes étrangers pour les mêmes prestations et des interventions gouvernementales en matière de certification de produits; ils sont fixés par le Ministre ayant le Développement technologique dans ses attributions.

Art. 10. L'ISSEP s'engage à ne déposer auprès des autorités européennes qu'un nombre de projets de recherche ou de démonstration tel que l'engagement financier cumulé résultant ne puisse, au cas où ils seraient tous acceptés, dépasser de plus de 20 % le crédit annuel imputable sur la subvention. Copie de chaque dossier introduit accompagnée d'une liste récapitulative des encours annuels cumulés prévisibles sera transmise au Ministre concerné et à l'Inspection des Finances.

Il n'est pas tenu compte dans l'établissement du montant susmentionné des participations de l'ISSEP à des projets européens financés à 100 %, notamment en cas de sous-traitance.

Art. 11. En application du décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens et des travailleurs à l'information relative à l'environnement, sans préjudice des dispositions du décret susmentionné et notamment de l'article 10 limitant dans certains cas le droit d'accès garanti, l'ISSEP fournit les informations requises, et les factures :

- soit au prix réel de la réalisation de la copie s'il s'agit d'un document existant;
- soit au prix réel de l'élaboration et de la réalisation du document demandé.

CHAPITRE IV. — Dispositions communes

Art. 12. § 1^{er}. L'ISSEP tient une comptabilité journalière précise des engagements ou part d'engagement imputés sur les subventions selon les rubriques prévues au chapitre 1^{er} et tient une comptabilité séparée de chaque mission par compétence et par imputation budgétaire.

Il soumet annuellement à l'Exécutif régional wallon, après avis de la Commission scientifique d'Orientation, un document décrivant la perspective à trois ans de l'exercice des anciennes missions, des activités réalisées pour l'Exécutif et des prestations pour tiers.

Il soumet à l'occasion du dépôt du projet de budget le plan d'investissement prévu avec justificatifs et, à l'occasion du rapport annuel, le réalisé, toutes sources de financement confondues.

§ 2. L'ISSEP présente dans les rapports périodiques prévus à l'article 10, 2^e alinéa du décret, ainsi qu'à toute demande de supplément budgétaire, la liste des subventions, des contrats, l'état des comptes et dans son rapport annuel une synthèse spécifique des activités exécutées selon chacune des catégories de missions.

Il présente un rapport comptable détaillé justifiant les imputations à charge des subventions et des engagements pour missions de l'Exécutif régional wallon ainsi qu'un compte d'exploitation.

§ 3. L'ISSEP informe sans délai le Ministre concerné des difficultés ou obstacles à réaliser une activité. Le cas échéant, et dans l'intérêt de la Région, l'ISSEP n'exposera aucune dépense avant décision de l'autorité relative à ces difficultés ou obstacles.

§ 4. L'ISSEP applique les règles relatives au personnel des services de l'Exécutif régional wallon pour toute ouverture de vacance d'emploi au cadre ou comme contractuel pour mission.

Art. 13. En vue de suivre la gestion financière de l'ISSEP, est créé un Comité d'accompagnement comprenant un représentant de chaque Ministre concerné. Y sont associés l'Inspection des Finances et un représentant de la Division du Budget et de la Comptabilité départementale du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne.

Le Collège des directeurs de l'ISSEP fait partie du Comité.

Le Comité d'accompagnement établit son règlement de fonctionnement.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

Art. 15. Le Ministre qui a le Développement technologique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 septembre 1992.

Le Président de l'Exécutif, chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 3059

[C — 27521]

10. SEPTEMBER 1992. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die Finanzierung und die Aufgaben des « Institut scientifique de Service public » (Wissenschaftliches Institut öffentlicher Dienststelle)

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 zur Errichtung eines « Institut scientifique de Service public », insbesondere seiner Artikel 3 und 6, § 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Mai 1991 zur Einführung der Vergabe von Essengutscheinen an das Personal gewisser Einrichtungen gemeinnütziger Einrichtungen, insbesondere seines Artikels 1, 12°;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;

In der Erwägung, daß aufgrund des Artikels 3 der vorerwähnten Gesetze sich als dringend erweist, die Finanzierungsregeln dieses Instituts festzulegen, zwecks der Aufstellung der jeweiligen betroffenen Haushalte, insbesondere zwecks der Festlegung der Stellen, die durch Einstellung des durch den Königlichen Erlaß vom 6. Juni 1990 versetzten Personals des INIEX zu besetzen sind;

In der Erwägung, daß die Wallonische Regionalexekutive in ihrer Erklärung der regionalen Politik die Mittel, die Ziele und die Friste der Tätigkeiten der Pararegionalen festzulegen beabsichtigt;

In der Erwägung außerdem, daß sie wünscht, die Kontrolle der Gesetzlichkeit und der Zweckmäßigkeit der Verpflichtungen zu verstärken und über einen periodischen Ausführungsbericht zu verfügen;

In der Erwägung außerdem, daß es notwendig ist, die Modalitäten für die Ausführung der Tätigkeiten festzulegen,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Benutzung der im Verwaltungshaushalt des Ministeriums der Wallonischen Region eingetragenen spezifischen Zuschüsse

Artikel 1. Das « Institut scientifique de Service public », hiernunter « ISSEP » genannt, legt ein dreijährliches Programm seiner Tätigkeiten, das es zur Begutachtung der wissenschaftlichen Beratungskommission vorlegt, fest.

Art. 2. § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel ist das folgende dem Haushalt des Betriebszuschusses zuzuschreiben :

1. Die Kosten bezüglich der Ausführung der ehemaligen Aufgaben des INIEX, die in Artikel 3 1 des Dekrets vom 7. Juni 1990 zur Errichtung des ISSEP festgelegt sind, bis zur Höhe von :

a) 40 % der Kosten bezüglich der spezifischen Forschungen, die bei den europäischen Behörden im Rahmen der EGKS Programme eingeführt sind, und 50 % der Kosten der Entwürfe, die im Rahmen insbesondere der Joule, Fair, Drive Programme eingeführt sind;

b) 50 % der Kosten bezüglich der Beurkundung der Produkten, die für die Sicherheit und die Hygiene in den Bergwerken und in den Steinbrüchen bestimmt sind, und der industriellen Tätigkeiten sowie die Kosten bezüglich der damit verbundenen verordnungsmässigen oder freiwilligen Normalisierung.

2. Die Kosten, die sich aus dem Statut des ISSEP ergeben, bis zur Höhe von 100 % der Kosten bezüglich :

a) der Struktur des ISSEP, insbesondere der wissenschaftlichen Beratungskommission und des Kollegiums der Direktoren;

b) der technologischen Wahrung über die Steinkohle, die anderen Brennstoffe und die neuen Energiequellen und der Informationsaustausche mit den betreffenden Einrichtungen fremder Länder;

c) des Kostens der Essengutscheine.

3. Die allgemeinen Kosten des ISSEP, die nicht zu Lasten von Dritten gehen, bezüglich :

a) der Garantie für die Qualität und der Qualifikation der Personen nach der Norm EN 45000, die durch das Gesetz vom 20. Juli 1990 über die Beglaubigung der Einrichtungen für die Beurkundung und die Kontrolle sowie über die Versuchslabore vorgeschrieben sind;

b) der allgemeinen Kosten, die mit den Gebäuden verbunden sind, wie Strom, Wasser, Heizöl, Gas, Instandhaltung;

c) der Verwaltungskosten;

d) der Kosten des Werkstattspersonals für die Instandsetzung und -haltung der Gebäude.

4. Die Grundkosten eines wissenschaftlichen Instituts bis zur Höhe von :

30 % der Besoldung des wissenschaftlichen und technischen Personals des ISSEP entsprechend der Zeit, die für das Personal notwendig ist, um für die Unterhaltung und die Entwicklung seiner wissenschaftlichen und technischen Grundlagen, insbesondere Seminar, Kolloquium, Kursus, Bibliothek, und für die Aufstellung und Verhandlung der Verträge und der damit verbundenen Kosten zu sorgen. Die Gehälter des Personals, die zu 100 % gedeckt sind, werden außerdem ausgeschlossen.

§ 2. Im Rahmen der verfügbaren Mittel ist das folgende dem Haushalt des Investierungszuschusses zuzuschreiben :

1° 100 % der Ausrüstungen der Direktionsstruktur und der Bibliothek;

2° 80 % der Ausrüstungen der Abteilungen der Verwaltung und der Meinungswerbung;

3° 50 % der Investierungskosten bezüglich der mit den europäischen oder internationalen Behörden abgeschlossenen R & D Verträge, wenn es sich um einen EGKS Vertrag handelt;

4° 50 % der Ausrüstungen der Prüfstände für die Beurkundung.

KAPITEL II. — Allgemeine wissenschaftliche, technische und Kontrolltätigkeiten, die für die Wallonische Regionalexekutive auszuführen sind

Art. 3. Die Wallonische Regionalexekutive legt das jährliche Programm der wissenschaftlichen, technischen und Kontrolltätigkeiten fest, die sie dem ISSEP anvertraut.

Sie legt den Betrag der Zuschüsse oder der Dienstverträge fest, der zugunsten des ISSEP einzusetzen ist.

Art. 4. Jede Leistung, die den für die Ausführung des in Artikel 3 vorgesehenen Programms voranschlagten Mitteln zuzuschreiben ist, wird Gegenstand eines vom Minister oder seinem Bevollmächtigten herausgegebenen Auftrags. Dieser Auftrag bestimmt das gemäß Artikel 5 aufgestellte Kosten der Leistung und die vorgeschriebenen Fristen.

Art. 5. Unter Berücksichtigung der durch den Betriebszuschuß zu Lasten genommenen Kosten wird das ISSEP den Dienststellen der Wallonischen Region für die wissenschaftlichen, technischen und Kontrolltätigkeiten das folgende in Rechnung stellen :

1° 70 % der nicht anderswo zu Lasten genommenen Lohnkosten;

2° die direkten Betriebskosten;

3° die außergewöhnlichen und spezifischen Investitionen.

Art. 6. Jedes Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive darf dem ISSEP zusätzliche Aufgaben gewähren, deren Kosten bis zu einer Höhe von 100 % zu Lasten seines eigenen Haushalts finanziert werden.

KAPITEL III. — *Die Forschungs-, Beratungs-, Analysen- und Versuchsleistungen zugunsten eines Dritten*

Art. 7. Um sich an der wirtschaftlichen Entwicklung der Region zu beteiligen und um ihr Potential aufzuwerten führt das ISSEP Forschungs-, Beratungs-, Analysen- und Versuchsleistungen auf Anforderung und zu Lasten von Unternehmen, industriellen und Berufsverbänden oder von den Behörden aus.

Art. 8. Die Kosten bezüglich der in Artikel 7 vorgesehenen Leistungen sind zu Lasten der Antragsteller auf der Grundlage eines vom ISSEP aufgestellten Tarifs, Angebots oder Kostenvoranschlags.

Art. 9. Die Beurkundungs- oder Zulassungsleistungen mit Verordnungscharakter werden gemäß den gültigen Tarifen in Rechnung gestellt.

Die im vorstehenden Absatz erwähnten Tarife können die von ausländischen Einrichtungen für die gleichen Leistungen üblich verlangten Preise und die Beteiligungen der Regierung in Sachen Beurkundung der Produkten berücksichtigen. Sie werden vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die technologische Entwicklung gehört, festgesetzt.

Art. 10. Das ISSEP verpflichtet sich, bei den europäischen Behörden nur einen Anzahl von Forschungs- oder Vorführungsentwürfen einzureichen, so daß die ergebende kumulierte finanzielle Verpflichtung im Falle einer Annahme der gesamten Entwürfe nicht mehr als 20 % des auf den Zuschuß anrechenbaren jährlichen Kredit überschreitet. Eine Abschrift jeder eingereichten Akte zusammen mit einer zusammenfassenden Liste der voraussichtlichen kumulierten jährlichen laufenden Sachen wird dem betroffenen Minister und der Finanzinspektion mitgeteilt.

In der Festlegung des oben erwähnten Betrags werden die Beteiligungen des ISSEP an auf 100 % finanzierten europäischen Entwürfen insbesondere im Falle von einer fremdbezogenen Teilfertigung nicht berücksichtigt.

Art. 11. In Anwendung des Dekrets vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger und der Arbeiter zu Informationen über die Umwelt, unbeschadet der Bestimmungen des oben erwähnten Dekrets und insbesondere des Artikels 10, der in gewissen Fällen das garantierte Zugangsrecht beschränkt, erteilt das ISSEP die erforderlichen Auskünfte und die Rechnungen :

- entweder zum wirklichen Preis der Abschrift, wenn es sich um ein bestehendes Dokument handelt;
- oder zum wirklichen Preis der Ausarbeitung und der Aufstellung des verlangten Dokuments.

KAPITEL IV. — *Gemeinsame Bestimmungen*

Art. 12. § 1. Das ISSEP führt eine genaue tägliche Buchhaltung der Verpflichtungen oder Teile der Verpflichtungen, die gemäß den im Kapitel I vorgesehenen Rubriken anrechenbar auf den Zuschuß sind, und führt eine getrennte Buchhaltung für jede Aufgabe pro Zuständigkeit und pro Haushaltsbelastung.

Jährlich legt es der Wallonischen Regionalexekutive nach Begutachtung der wissenschaftlichen Beratungskommission ein Dokument zur Beschreibung der Aussichten auf drei Jahren über die Ausübung der ehemaligen Aufgaben, die für die Exekutive ausgeführten Tätigkeiten und die Leistungen für Dritten vor.

Bei der Einreichung des Haushaltsentwurfes legt es den vorgesehenen Investierungsplan zusammen mit Belegen und bei dem jährlichen Bericht die ausgeführten Sachen bei irgendwelcher Finanzierungsquelle vor.

§ 2. Das ISSEP stellt in den in Artikel 10 Absatz 2 des Dekrets vorgesehenen periodischen Berichten sowie bei jedem Antrag auf Haushaltszuschlag die Liste der Zuschüsse, der Aufträge, der Rechnungsübersichte und in seinem jährlichen Bericht eine spezifische Synthese der ausgeführten Tätigkeiten nach jeder Kategorie von Aufgaben vor.

Es stellt einen detaillierten Rechnungsbericht, der die Anrechnungen zu Lasten der Zuschüsse und der Verpflichtungen über die Aufgabe für die Wallonische Regionalexekutive rechtfertigt, sowie eine Betriebsrechnung vor.

§ 3. Das ISSEP informiert unverzüglich den betroffenen Minister über die Schwierigkeiten und die Hindernisse für die Ausführung einer Tätigkeit. Gegebenenfalls und im Interesse der Region wird das ISSEP vor dem Beschluß der Behörde über diese Schwierigkeiten oder Hindernisse keine Ausgabe machen.

§ 4. Das ISSEP wendet die Regeln über das Personal der Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive für jede Erklärung einer freien Stelle im Stellenplan oder für jeden vertraglich zwecks Aufgabe angestellten Bediensteten an.

Art. 13. Um die finanzielle Verwaltung des ISSEP zu verfolgen wird ein Betreuungskomitee errichtet, das aus einem Vertreter jedes betroffenen Ministers besteht. Die Finanzinspektion und ein Vertreter der Abteilung des Haushalts und der Departementsbuchführung des Generalsekretariats der Wallonischen Region nehmen daran teil.

Das Kollegium der Direktoren gehört zum Komitee.

Das Betreuungskomitee legt seine Betriebsregelung fest.

Art. 14. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Januar 1993 in Kraft.

Art. 15. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die technologische Entwicklung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. September 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,
A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 92 — 3059

[C — 27521]

**10 SEPTEMBER 1992. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
betreffende de financiering en de opdrachten van het « Institut scientifique de Service public »
(Wetenschappelijk Instituut van openbare dienst in het Waalse Gewest)**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van het « Institut scientifique de Service public en Région wallonne (ISSEP) » (Wetenschappelijk instituut van openbare dienst in het Waalse Gewest), inzonderheid op artikelen 3 en 6, § 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 mei 1991 tot toekenning van maaltijdcheques aan de personeelsleden van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 1, 12°;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Overwegend dat, krachtens artikel 3 van genoemde wetten, het dringend is de financieringsregels van dat Instituut vast te leggen voor het opmaken van de begrotingen die daardoor respectievelijk betrokken zijn, onder meer om de betrekkingen te bepalen, waarin moet worden voorzien door inlijving van het personeel van het INIEX dat bij koninklijk besluit van 6 juni 1990 naar het Waalse Gewest overgedragen werd;

Overwegend dat in haar verklaring van gewestelijk beleid, de Waalse Gewestexecutieve voornemens is, voor wat de pararegionale instellingen betreft, de middelen, doelstellingen en termijnen van hun activiteiten te bepalen;

Overwegend dat anderzijds, zij de controle op het wettelijk karakter of op de opportuniteit van de vastleggingen wenst te versterken en over een periodisch uitvoeringsverslag wenst te beschikken;

Overwegend dat het dus geboden is de modaliteiten van de uitvoering van de activiteiten vast te leggen,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Het gebruik van de op de administratieve begroting
van het Ministerie van het Waalse Gewest ingeschreven specifieke toelagen**

Artikel f. Het « Institut scientifique de Service public », hierna ISSEP genoemd, maakt een activiteitenprogramma voor drie jaar op, welk het bij de Wetenschappelijke Oriëntatiecommissie indient voor advies.

Art. 2. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, worden op de begroting van de werkingstoelage toegerekend :

1° de kosten verbonden aan de uitvoering van de vroegere opdrachten van het INIEX, zoals bepaald in artikel 3, 1, van het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van het ISSEP, ten belope van :

a) 40 % van de kosten verbonden aan de specifieke onderzoeken die ingediend zijn bij de Europese overheid in het kader van de CECA-programma's en 50 % van de kosten van de projecten die onder andere ingediend zijn in het kader van de Joule-, Fair- en Drive-programma's;

b) 50 % van de kosten verbonden aan de certificatie van produkten die de veiligheid en de hygiëne verzekeren in de mijnen en steengroeven en aan de industriële activiteiten, alsook de kosten betreffende de eraan verbonden reglementaire of vrijwillige normalisatie;

2° de kosten die voortkomen uit het statuut van het ISSEP ten belope van 100 % van de kosten betreffende :

a) de structuur van het ISSEP, inzonderheid op de Wetenschappelijke Oriëntatiecommissie en het College van directeurs;

b) de technologische bewaking van de steenkool, de andere brandstoffen en van de nieuwe energiebronnen, alsook het uitwisselen van informatie met de betrokken buitenlandse organismes;

c) de kosten van de maaltijdcheques;

3° de niet door derden gedragen algemene kosten betreffende :

a) de kwaliteitsverzekering en de kwalificatie van personen volgens de EN 45000-norm opgelegd bij de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen, alsmede van beproevingslaboratoria;

b) de algemene kosten verbonden aan de gebouwen, zoals electriciteit, water, fuel, gas, onderhoud;

c) de kosten van administratief beheer;

d) de kosten van het personeel van de werkplaatsen voor het herstel en het onderhoud van de gebouwen;

4. de basiskosten van een wetenschappelijk instituut, ten belope van :

30 % van de wedde van het wetenschappelijk en technisch personeel van het ISSEP die gelijk is aan de tijd die het personeel moet besteden aan de onderhoud en de ontwikkeling van zijn wetenschappelijke en technische vorming, inzonderheid op werkcolleges, symposia, cursussen, bibliotheek en voor het opmaken en bespreken van de eraan verbonden overeenkomsten en kosten. De wedde van het personeel, die 100 % door andere middelen gedekt zijn, zijn uitgesloten.

§ 2. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, worden op de begroting van de investeringstoelage toegerekend :

1° 100 % van de uitrustingen voor de directiestructuur en voor de bibliotheek;

2° 80 % van de uitrustingen van de administratieve diensten en van de public relations;

3° 50 % van de investeringskosten betreffende de R & D-contracten afgesloten met Europese of internationale overheden; 40 % indien het CECA-contracten betreft;

4° 50 % van de uitrustingen van de certificatie-testbanken.

**HOOFDSTUK II. — Voor de Waalse Gewestexecutieve
uit te voeren wetenschappelijke, technische en keuringsactiviteiten**

Art. 3. De Waalse Gewestexecutieve stelt het jaarlijks programma van de wetenschappelijke, technische en keuringsactiviteiten op, welke zij aan het ISSEP toevertrouwt.

Zij bepaalt het bedrag van de toelagen of van de contracten van vast te leggen dienstverleningen ten gunste van het ISSEP.

Art. 4. Elke prestatie die toegerekend is op de kredieten vastgelegd voor de uitvoering van het in artikel 3 voorziene programma zal het onderwerp zijn van een bevel van de Minister of van zijn afgevaardigde. Het bedrag van de volgens artikel 5 vastgestelde prestatie en de voorgeschreven termijnen worden in dit bevel vastgelegd.

Art. 5. Rekening houdend met de kosten die voor rekening van de werkingstoelage zijn, zal het ISSEP, voor de wetenschappelijke, technische en keuringsactiviteiten :

1° 70 % van de kosten verbonden aan de wedde en niet elders opgenomen;

2° de rechtstreekse werkingskosten;

3° de uitzonderlijke en specifieke investeringen, aan de Diensten van het Waalse Gewest factureren.

Art. 6. Ieder lid van de Waalse Gewestexecutieve kan bijkomende opdrachten aan het ISSEP toevertrouwen, waarvan de kosten, ten belope van 100 %, ten laste van zijn eigen begroting zijn.

HOOFDSTUK III. — De onderzoek-, consultancy-, analyse- en experimenteerprestaties voor derden

Art. 7. Om mee te werken aan de economische ontwikkeling van het gewest en om zijn vermogen te valoriseren, voert het ISSEP onderzoek-, consultancy-, analyse- en experimenteerprestaties uit, op vraag en voor rekening van ondernemingen, industrie- of beroepsfederaties of van de overheid.

Art. 8. De kosten verbonden aan de in artikel 7 voorziene prestaties zijn ten laste van zij die ze gevraagd hebben, op basis van een door het ISSEP opgemaakte tarief, prijsopofferte of bestek.

Art. 9. De prestaties voor certificatie of voor erkenning van reglementaire aard, worden volgens de geldende tarieven gefactureerd.

De in vorig lid bedoelde tarieven mogen rekening houden met de prijzen die gewoonlijk toegepast worden door vreemde organismes voor dezelfde prestaties en met de regeringstussenkomsten inzake de certificatie van producten; zij worden vastgesteld door de Minister, tot wiens bevoegdheid de Technologische Ontwikkeling behoort.

Art. 10. Het ISSEP verbindt zich ertoe bij de Europese overheid slechts een aantal onderzoeks- of demonstratieontwerpen in te dienen naarmate de eruit voortkomende gecumuleerde financiële vastlegging niet meer dan 20 % hoger zou zijn dan het jaarlijks krediet dat op de toelage toegerekend kan worden indien alle ontwerpen aanvaard zouden worden. Een kopie van elk ingediend dossier met een samenvattende lijst van de voorzienbare gecumuleerde jaarlijkse lopende zaken zullen aan de betrokken Minister en aan de Inspectie van Financiën overgemaakt worden.

Voor het opmaken van bovenvermeld bedrag wordt er geen rekening gehouden met de deelneming van het ISSEP aan Europese ontwerpen die volledig gefinancierd worden, inzonderheid bij onderaanbesteding.

Art. 11. Bij toepassing van het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu en onverminderd de bepalingen van bovenvermeld decreet, inzonderheid op artikel 10 tot beperking van het gewaarborgde toegangsrecht in sommige gevallen, verstrekt het ISSEP de gevraagde inlichtingen en de facturen :

— hetzij tegen de werkelijke prijs van het vervaardigen van de kopie indien het een bestaand document betreft;

— hetzij tegen de werkelijke prijs van het opmaken en het vervaardigen van het gevraagd document.

HOOFDSTUK IV. — Algemene bepalingen

Art. 12. § 1. Het ISSEP houdt een nauwkeurige dagelijkse boekhouding bij van de vastleggingen of delen van vastleggingen die op de toelagen toegerekend worden volgens de in hoofdstuk I voorziene rubrieken en houdt een afzonderlijke boekhouding per bevoegdheid en per begrotingstoeschrijving bij van elke opdracht.

Na advies van de Wetenschappelijke Oriëntatiecommissie legt het de Waalse Gewestexecutieve jaarlijks een document voor waarin het perspectief op drie jaar van het uitoefenen van vroegere opdrachten, de voor de Executieve verrichte activiteiten en de prestaties voor derden beschreven zijn.

Bij het indienen van het begrotingsontwerp legt het ISSEP het voorziene investeringsplan met bewijsstukken voor en, ter gelegenheid van het jaarverslag, hetgeen verwezenlijkt werd met vermelding van alle financieringsbronnen.

§ 2. In de in artikel 10, 2e lid, van het decreet voorziene periodieke verslagen, alsook bij iedere vraag om een bijkomende begroting, presenteert het ISSEP de lijst van de toelagen, contracten, rekeningstanden en, in zijn jaarverslag, een specifieke samenvatting van de uitgevoerde activiteiten volgens elke opdrachtencategorie.

Het presenteert een gedetailleerd boekhoudingsverslag ter staving van de vastleggingen, die ten laste van de toelagen en vastleggingen voor de opdrachten van de Waalse Gewestexecutieve zijn, alsook een uitbatingsrekening.

§ 3. Het ISSEP informeert de betrokken Minister onverwijld van de moeilijkheden of hindernissen om een activiteit uit te voeren. In voorkomend geval en in het belang van het Gewest, zal het ISSEP geen uitgave voorleggen zonder een beslissing van de overheid betreffende deze moeilijkheden of hindernissen.

§ 4. Voor elke openstaande betrekking in de personeelsformatie of als contractueel voor een opdracht, worden de regels betreffende het personeel van de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve door het ISSEP toegepast.

Art. 13. Er wordt een Begeleidingscomité bestaande uit een vertegenwoordiger van elke betrokken Minister opgericht om het financieel beheer van het ISSEP te volgen. Worden erbij betrokken : de Inspectie van Financiën en een vertegenwoordiger van de Afdeling Begroting en Departementscomptabiliteit van het Secretariaat-Generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Het College van directeurs van het ISSEP maakt deel uit van het Comité.

Het Begeleidingscomité stelt zijn werkingsreglement op.

Art. 14. Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 1993.

Art. 15. De Minister, tot wiens bevoegdheid de Technologische Ontwikkeling behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 september 1992.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO'S en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

F. 92 -- 3060

[C -- 27524]

20 OCTOBRE 1992. -- Arrêté ministériel établissant les règles générales auxquelles doivent se conformer la Société régionale wallonne du Logement et les sociétés agréées par celle-ci, pour déterminer le coefficient visé à l'article 15, § 1er, 2e alinéa, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 relatif à la location des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1992

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment l'article 4;
Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 relatif à la location des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, notamment l'article 15;
Vu l'avis de la Société régionale wallonne du Logement, donné le 26 mars 1990,

Arrête :

Article 1er. La société se conforme aux règles définies par le présent arrêté pour déterminer le coefficient visé à l'article 15, § 1er, 2e alinéa, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 relatif à la location des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1992.

Art. 2. § 1er. Le coefficient visé à l'article 1er du présent arrêté ne peut être inférieur à 2 % ni supérieur à 10 % et est déterminé en fonction des caractéristiques du logement.

Par caractéristiques du logement, il faut entendre :

- le type de logement : maison unifamiliale ou appartement;
- le prix de revient historique;
- le niveau d'équipement et de confort;
- le niveau d'isolation;
- la mise à disposition d'un garage ou d'un jardin;
- la situation du logement dans le quartier et dans l'environnement;
- les services offerts dans l'environnement immédiat.

§ 2. Le coefficient doit être de même valeur pour les logements présentant, à l'intérieur d'un même chantier, des caractéristiques identiques.

Art. 3. Le coefficient visé à l'article 1er du présent arrêté ne peut être déterminé en fonction des revenus ou de la composition du ménage du locataire.

Art. 4. La Société régionale wallonne du Logement est chargée de veiller au respect du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1993.

Bruxelles, le 20 octobre 1992.

R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

D. 92 -- 3060

20. OKTOBER 1992. -- Ministerialerlaß zur Festlegung der allgemeinen Regeln, an denen sich die « Société régionale wallonne du Logement » (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien) und die durch sie anerkannten Gesellschaften bei der Ermittlung des in Artikel 15 § 1 Absatz 2 des durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1992 abgeänderten Erlasses der Wallonischen Regional-exekutive vom 13. Juni 1991 über das Vermieten von Wohnungen, die durch die Regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien oder durch von ihr anerkannten Gesellschaften verwaltet werden, erwähnten Koeffizienten zu halten hat

In Erwägung des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der « Société régionale wallonne du Logement », insbesondere des Artikels 4;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 über das Vermieten von Wohnungen, die durch die « Société régionale wallonne du Logement » oder durch von ihr anerkannten Gesellschaften verwaltet werden, insbesondere des Artikels 15;

In Erwägung des am 26. März 1990 abgegebenen Gutachtens der « Société régionale wallonne du Logement »,

Erläßt der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts :

Artikel 1. Bei der Ermittlung des in Artikel 15 § 1 Absatz 2 des durch Erlaß der Wallonischen Regional-exekutive vom 23. Juli 1992 abgeänderten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 über das Vermieten von Wohnungen, die durch die « Société régionale wallonne du Logement » oder durch von ihr anerkannten Gesellschaften verwaltet werden, erwähnten Koeffizienten hält sich die Gesellschaft an den in diesem Erlaß aufgestellten Regeln.